

UNHCR
Centre de Documentation et de Recherche



Rapport WRITENET No. 15/2000

**GUINÉE-BISSAU et CASAMANCE:
STABILISATION ET INSTABILITE**

Par Jean-Claude Marut

Chercheur associé au Centre d'études d'Afrique Noire (CEAN) de Bordeaux

Juin 2001

**WriteNet est un Réseau de Chercheurs et de Spécialistes sur les
Droits de l'Homme, la Migration Forcée, les Conflits Ethniques et Politiques**

**WriteNet fait partie de Practical Management (Royaume Uni)
E-mail: writenet@gn.apc.org**

CE RAPPORT SE BASE PRINCIPALEMENT SUR DES INFORMATIONS, DES ANALYSES ET DES COMMENTAIRES DISPONIBLES DANS LE DOMAINE PUBLIC. TOUTES LES SOURCES UTILISÉES SONT MENTIONNÉES. CE RAPPORT N'EST PAS, ET NE PRÉTEND PAS ÊTRE, UNE ÉTUDE EXHAUSTIVE DE LA SITUATION DU PAYS CONCERNÉ, NI APPORTER DE PREUVES CONCLUANTES QUANT AU FONDEMENT D'UNE DEMANDE PARTICULIÈRE DE STATUT DE RÉFUGIÉ OU D'ASILE. LES OPINIONS EXPRIMÉES DANS CE RAPPORT SONT CELLES DE L'AUTEUR ET NE SONT PAS NÉCESSAIREMENT CELLES DE WRITENET OU DU HCR.

ISSN 1020-8429

TABLE DES MATIERES

1. INTRODUCTION.....	1
2. LA SITUATION EN GUINÉE-BISSAU APRÈS LE PLUS LONG COUP D'ÉTAT D'AFRIQUE - L'OMBRE DU GÉNÉRAL MANÉ	1
2.1. LA VICTOIRE DU GÉNÉRAL MANÉ: LE PLUS LONG COUP D'ETAT D'AFRIQUE (7 JUIIN 1998 - 7 MAI 1999).....	2
2.1.1. <i>Un large soutien.....</i>	2
2.1.2. <i>Les implications extérieures</i>	3
2.1.3. <i>La victoire de la junte</i>	5
2.1.4. <i>La transition (1er novembre 1998 - 7 mai 1999)</i>	6
2.1.5. <i>Un revers pour le Sénégal.....</i>	6
2.1.6. <i>La chute de Nino Vieira (7 mai 1999).....</i>	7
2.2. L'ÉLIMINATION DU GÉNÉRAL MANÉ: 2000 - 2001	7
2.2.1. <i>La victoire de Koumba Yala</i>	7
2.2.2. <i>La tension Mané-Yala.....</i>	8
2.2.3. <i>L'élimination de Mané (novembre 2000)</i>	9
2.2.4. <i>La nouvelle équipe dirigeante fragilisée</i>	10
2.3. CONCLUSIONS	11
3. LA SITUATION EN CASAMANCE: UN DES PLUS LONGS CONFLITS D'AFRIQUE.....	11
3.1. INTRODUCTION	11
3.2. DIX-HUIT ANS ET DEMI DE CONFLIT	12
3.3. UNE RÉGION ASPHYXIÉE	15
3.4. LES DIVISIONS DU MFDC	16
3.4.1. <i>L'aile politique.....</i>	16
3.4.2. <i>L'aile militaire.....</i>	17
3.5. LA SITUATION AU PRINTEMPS 2001	18
3.5.1. <i>Les affrontements dans le département de Bignona (mai-juin 2001)</i>	18
3.5.2. <i>Cessez-le-feu et négociations.....</i>	19
3.6. LES ATOUTS DU PRÉSIDENT WADE.....	20
3.7. CONCLUSIONS	20
4. CONCLUSION GÉNÉRALE.....	21
5. BIBLIOGRAPHIE.....	23

Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
CP 2500, CH-1211 Genève 2, Suisse

E-mail: cdr@unhcr.org
Site web : <http://www.unhcr.org>

1. Introduction

Depuis 1999, des changements sans précédents sont intervenus à la tête de l'Etat aussi bien au Sénégal qu'en Guinée-Bissau, puisque les formations au pouvoir depuis les indépendances y ont été renversées. Par les urnes au Sénégal. À l'issue d'un long soulèvement armé en Guinée-Bissau. Aussi assiste-t-on à un renouvellement complet des équipes dirigeantes dans ces deux pays. La question est de savoir si ces équipes seront à même de répondre aux immenses attentes sociales qui expliquent pour une large part leur victoire. La question se pose de manière urgente pour la Guinée-Bissau, que les combats ont achevé de plonger dans une situation catastrophique. Mais elle se pose aussi pour le Sénégal, dont les dirigeants doivent en outre régler le conflit séparatiste qui ensanglante depuis plus de dix-huit ans la région de Casamance. La reprise des violences après la signature d'un nouveau cessez-le-feu à Ziguinchor en mars 2001 montre qu'il reste encore du chemin à parcourir pour ramener la paix. Il y a pourtant urgence. En raison des souffrances endurées par les populations locales. Mais aussi parce que la prolongation du conflit est un facteur de déstabilisation aussi bien pour le Sénégal que pour la Guinée-Bissau, qui s'y trouve impliquée. Le va-et-vient de milliers de réfugiés entre la Casamance, la Guinée-Bissau et la Gambie est le signe le plus visible de cette déstabilisation.

2. La situation en Guinée-Bissau après le plus long coup d'État d'Afrique - l'ombre du général Mané

Le soulèvement militaire qui avait débuté en 1998 sous la direction du général Mané s'est achevé onze mois plus tard par le renversement du président Vieira, mettant fin, du même coup, à l'hégémonie du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée (Partido Africano da Independência da Guiné e Cabo Verde - Paigc) au pouvoir depuis l'indépendance, vingt-cinq ans plus tôt. Mais la tentative du général Mané de contrôler le nouveau pouvoir du président Koumba Yala, comme il avait réussi à contrôler celui de Vieira, a échoué. L'élimination de Mané a relancé, au début de l'année 2001, les luttes pour le pouvoir et rendu l'avenir politique incertain, alors que le pays est confronté à une situation catastrophique, que les caisses de l'Etat sont vides, et que la situation à la frontière sénégalaise est loin d'être stabilisée.

2.1. La victoire du général Mané: le plus long coup d'Etat d'Afrique¹ (7 juin 1998 - 7 mai 1999)²

Parler de coup d'Etat peut sembler paradoxal puisque ses auteurs se sont toujours refusés à prendre le pouvoir. Ils n'en ont pas moins renversé le président en exercice et mis fin à vingt-cinq ans de domination sans partage du Paigc.

Tout est parti du limogeage du chef d'état-major de l'armée bissau-guinéenne, le général Ansoumane Mané, accusé d'avoir couvert, par sa négligence, un trafic d'armes en direction des rebelles casamançais. Sa destitution intervient le 5 juin 1998, trois jours avant la date prévue pour la publication des résultats du rapport d'enquête parlementaire. Rendu public ultérieurement, ce rapport disculpera Mané et accusera en revanche le président Bernardino Vieira, dit Nino. Mané fait figure de bouc-émissaire aux yeux de beaucoup d'observateurs, qui mettent son limogeage en rapport avec l'entrée de la Guinée-Bissau dans la zone franc: Sénégalais et Français auraient accentué leurs pressions auprès de Vieira pour qu'il mette un terme aux trafics d'armes vers la Casamance.³

Mané contre-attaque. Une mutinerie éclate le 7 juin 1998 à Bissau. Le 9, une junte militaire est mise en place, qui déclare ne pas vouloir prendre le pouvoir mais vouloir le rendre au peuple.⁴ Le même jour, la Guinée-Conakry et le Sénégal envoient des troupes pour combattre les insurgés, à la demande du président Vieira. Officiellement, 2.200 Sénégalais et 400 Guinéens vont ainsi combattre aux côtés des loyalistes fidèles au président Vieira. En fait, ce sont eux qui, pour l'essentiel, vont le défendre. Car la mutinerie s'étend rapidement pour devenir un véritablement soulèvement, regroupant la majorité de l'armée bissau-guinéenne,⁵ et prenant progressivement le contrôle de la plus grande partie du pays et de la capitale.

Fuyant les combats, une bonne partie de la population de Bissau se réfugie dans le nord du pays ou dans les pays voisins. Comme à l'époque de la guerre de libération, beaucoup se réfugient en Casamance, où ils sont généralement accueillis par des parents ou des amis.

2.1.1. Un large soutien

L'ampleur du ralliement à Ansoumane Mané révèle la profondeur du malaise dans l'armée. Les militaires, parmi lesquels figurent plusieurs milliers d'anciens combattants de la guerre de

¹ Sotinel, T., En Guinée-Bissau, après onze mois de rébellion, l'armée a mis en fuite le président Vieira, *Le Monde*, 9 mai 1999

² Pour une description plus détaillée de cette période, voir le rapport de Andrew Manley pour le HCR, Manley, A., *Guinea Bissau/Senegal: War, Civil War and the Casamance Question*, WRITENET pour UNHCR/CDR, novembre 1998 (UNHCR/CDR REF WORLD bases de données), et les articles de Miguel Martins et de Gérard Gaillard. Martins, M., Le conflit en Guinée-Bissau: chronologie d'une catastrophe, *L'Afrique politique 1999: entre transitions et conflits*, Paris: Karthala, 1999, p. 213-18; Gaillard, G., Guinée-Bissau: un pas douloureux vers la démocratie, *Afrique contemporaine*, n° 191, 1999, p. 43-57.

³ Gaillard, p. 45

⁴ *Idem*, p. 46

⁵ Les effectifs de l'armée sont estimés à près de 10.000 hommes (Economist Intelligence Unit, *Country Profile: Guinea-Bissau 1997-98*, Londres, 1997; *L'état du monde 2001*, Paris: La Découverte, 2001), auxquels il faut ajouter plusieurs milliers d'anciens combattants de la guerre de libération.

libération, sont mal payés, et souvent avec retard, alors que de nombreux cadres du Païg s'enrichissent dans les affaires et sont accusés de corruption. Mais le problème est plus vaste. Comme le reste de la population, les militaires subissent les conséquences de la politique de rigueur budgétaire menée par Nino Vieira depuis les années quatre-vingt, sous les auspices du FMI: dévaluation de 50% du peso en 1983, plans d'ajustement structurel - auxquelles s'ajoutent les conséquences de l'entrée dans la zone franche en 1997, qui renchérit le coût de la vie. Les trafics d'armes pourraient trouver là au moins une partie de leur explication, en dehors de toute considération politique, idéologique ou ethnique.

Le mécontentement est grand: "the current government is extremely unpopular and criticised for economic mismanagement, corruption, high prices and the poverty of its citizens".⁶ Il explique les scores de l'opposition aux premières élections pluralistes en 1994: à l'élection présidentielle, Nino Vieira a été mis en ballottage et l'a emporté de justesse au second tour devant Koumba Yala. Ce dernier est néanmoins resté relativement discret pendant les événements de 1998-1999, se bornant dans un premier temps à dénoncer l'appel aux troupes étrangères, réclamant ultérieurement la démission de Nino Vieira.

Le mécontentement peut également expliquer les rivalités qui déchirent le Païg, où Nino Vieira est l'objet de violentes attaques menées notamment par Malam Bacai Sanha.

2.1.2. Les implications extérieures

L'intervention de troupes de Conakry à Bissau peut être mise en rapport avec deux séries de données. Une composante personnelle, d'abord: l'existence de liens personnels entre les généraux Vieira et Conté, remontant à la guerre de libération bissau-guinéenne, mais aussi des intérêts du président guinéen à Bissau (investissements immobiliers).⁷ Des considérations politiques, ensuite: confronté à une mutinerie en janvier 1996, contesté pour l'arrestation et la détention de l'opposant Alpha Condé, le régime du président Lansana Conté est menacé. En se portant au secours de son ami Nino Vieira, il est en droit d'attendre la réciprocité en cas de besoin.

⁶ Economist Intelligence Unit, p. 24

⁷ *La lettre du continent*, 20 mai 1999

Baptisée “opération Gabou”,⁸ l’intervention sénégalaise vise officiellement à défendre un régime démocratiquement élu, en vertu d’accords secrets de défense (1975 et 1990). Mais la publication ultérieure de ces accords montre qu’ils n’autorisaient pas une telle intervention à l’extérieur des frontières.⁹ Il est évident pour tous les observateurs que l’expédition est directement liée au conflit casamançais, et que l’armée sénégalaise lui assigne un double objectif: éviter l’installation à Bissau d’un régime considéré comme proche de la rébellion, et prendre à revers les maquisards du Mouvement des forces démocratiques de la Casamance (Mfdc). La rébellion casamançaise va d’ailleurs apparaître comme une préoccupation majeure des Sénégalais, qui n’accepteront leur retrait, quelques mois plus tard, que contre la promesse du déploiement d’une force d’interposition de la Communauté économique des Etats d’Afrique de l’ouest (Cédeao) le long de leur frontière sud (une force dont ils ont d’ailleurs vainement cherché à faire partie): ce qui n’a évidemment rien à voir avec la défense du régime bissau-guinéen.

Alors qu’ils pensaient l’emporter facilement, comme à Banjul en 1980 et 1981, les militaires sénégalais se heurtent à une résistance inattendue des insurgés.¹⁰ Dans un pays qui a payé chèrement son indépendance, l’intervention de troupes étrangères déclenche en effet un réflexe patriotique et ne fait que renforcer l’impopularité du président Vieira. Ce réflexe joue d’autant plus à l’encontre du Sénégal que plusieurs contentieux avaient opposé les deux pays: il suffit de rappeler la tiédeur du Sénégal de Senghor, résolument pro-occidental, à l’égard du Paigc, mouvement de libération nationale d’inspiration marxiste, résolument anti-impérialiste, soutenu par les pays communistes; ou encore, plus récemment, le contentieux territorial qui avait opposé les deux pays à propos de gisements pétroliers offshore, et qui avait tourné à l’avantage du Sénégal.¹¹ Amorcé à partir de 1995, accéléré par l’entrée de la Guinée-Bissau dans la zone franc, le rapprochement entre Nino Vieira et Abdou Diouf ne pouvait dès lors qu’être mal perçu par une partie de la population. D’autant plus qu’il se faisait sur le dos de la rébellion casamançaise, avec une tentative de coordination entre les deux armées pour ratisser la zone frontière et un droit de poursuite accordé à l’armée sénégalaise en territoire bissau-guinéen. Or, une partie de l’armée de libération bissau-guinéenne avait fait de la Casamance l’une de ses bases arrière (avec la Guinée) dans la lutte contre les Portugais, et y avait tissé des liens avec la population. De nombreux

⁸ On peut y voir un paradoxe, dans la mesure où le Gabou est le nom d’un ancien empire, disparu au 19^e siècle, à cheval sur la Guinée-Bissau, la Casamance et la Gambie; il est, à ce titre, l’un des arguments favorisés des séparatistes casamançais pour contester l’appartenance de leur région au Sénégal, et pour envisager ce qu’ils appellent “l’union des trois B”: Banjul (Gambie), Bignona (Casamance), Bissau (Guinée-Bissau); le projet gabouké apparaît ainsi comme un concurrent du projet sénégalais dont rêvent les dirigeants sénégalais, qui unirait Gambie et Sénégal, favorisant du même coup l’intégration de la Casamance. Ce projet a connu une existence éphémère de 1982 à 1989 sous la forme d’une Confédération sénégalienne. Cf. Gautron, J.-C., *La Confédération de la Ségambie: entre l’union et le protectorat?*, *L’année africaine*, Paris: Pédone, 1982, et, plus récents, Sall, E. et Salla, H., *Senegal and the Gambia: the Politics of Integration*, ainsi que Hughes, A., *L’effondrement de la fédération de la Ségambie*, dans Diop, M.-C. (dir.), *Le Sénégal et ses voisins*, Dakar: Sociétés-Espaces-Temps, 1994

⁹ Gaillard, p. 52

¹⁰ La décision aurait été imposée au président Diouf par les chefs de l’armée, exaspérés par la résistance des rebelles casamançais. (Un accord “secret” d’assistance mutuelle. Les généraux à l’origine de l’intervention auraient fait un mauvais calcul, *Libération*, 11 juillet 1998)

¹¹ Voir Marut, J.-C. *Après avoir perdu l’Est, la Guinée-Bissau perd-elle aussi le nord?*, *Lusotopie 1996*, Paris: Karthala, 1996, p. 81- 92

Casamançais, mais aussi des Gambiens comme Ansoumane Mané, avaient ainsi combattu dans les rangs du Paigc, et certains s'étaient établis en Guinée-Bissau après l'indépendance, y obtenant la nationalité bissau-guinéenne, et occupant parfois des fonctions élevées dans l'appareil d'Etat. La lutte contre les maquisards du Mfdc pouvait ainsi apparaître à beaucoup comme une trahison, alors qu'à l'inverse un soutien à la rébellion casamançaise semblait aller de soi. Dans une certaine mesure, on peut ainsi considérer que la junte bissau-guinéenne renouait avec les idéaux de la lutte de libération, en affichant un double objectif de libération nationale et de progrès social. C'est là une observation essentielle, qui éclaire à la fois le soulèvement de 1998 et ses suites: si Nino Vieira avait pour lui la légalité, la junte et son chef, Ansoumane Mané, ont paru bénéficier d'une réelle légitimité populaire.

La junte bénéficie de son côté du soutien des séparatistes casamançais. Après avoir démenti dans un premier temps, le Mfdc reconnaît que Salif Sadio et les autres chefs de maquis ont envoyé des hommes se battre aux côtés des insurgés, affirmant qu'ils auraient même joué un rôle éminent.¹² On peut d'abord voir dans cette intervention en Guinée-Bissau un prolongement logique de la lutte armée contre l'armée sénégalaise et ses soutiens. On peut également y voir un échange de services: à la fois une manière pour les maquisards de remercier leurs soutiens bissau-guinéens, et une occasion de récupérer un armement plus conséquent.

2.1.3. La victoire de la junte

Deux accords de cessez-le-feu sont signés coup sur coup. D'abord le 26 juillet 1998, sous les auspices de la Communauté des pays de langue portugaise (Comunidade de pais de lingua portuguesa - Cplp), qui se montre compréhensive à l'égard de la junte, et dont c'est la première intervention publique sur la scène internationale.¹³ Puis le 26 août 1998 au Cap-Vert, sous les auspices de la Cplp et de la Cédeao, qui est, elle, plutôt hostile à la junte. Mais la guerre civile reprend en octobre. C'est finalement le 1er novembre 1998 que, sous l'égide de la Cédeao, sont signés des accords de paix à Abuja, au Nigéria. Consacrant la victoire de la junte, ces accords prévoient le retrait des troupes étrangères en même temps que le déploiement de contingents de l'ECOMOG, la force d'interposition de la Cédeao, et, enfin, la nomination d'un gouvernement d'union nationale chargé d'organiser des élections présidentielles et législatives avant la fin de 1999. Ainsi débute une période de cohabitation périlleuse entre les deux pouvoirs, celui du président et celui de la junte. Forte de son succès sur le terrain, la junte fait accepter son candidat, Francisco Fadul, à la tête du gouvernement de transition.

¹² Entretiens avec Mamadou Sané, secrétaire général adjoint du Mfdc. Paris, 1999

¹³ Sur la naissance de la Cplp, voir Cahen, M., *Enfin la Communauté?*, Lusotopie 1996, Paris: Karthala, 1996, p. 11-14

2.1.4. *La transition (1er novembre 1998 - 7 mai 1999)*

A peine entré en fonction, Fadul affiche la couleur, multipliant les prises de position hostiles au Sénégal et à ses soutiens:

- il accuse les militaires français d'avoir participé aux combats aux côtés des forces loyalistes et de leurs soutiens étrangers (sénégalais et guinéens) en bombardant les positions de la junte;¹⁴
- ignorant le Sénégal dans ses premiers contacts diplomatiques, le Premier ministre bissau-guinéen resserre les liens avec le Portugal, qu'il remercie pour sa "solidarité active" pendant le conflit,¹⁵ réactivant d'anciens accords de défense et invitant le Premier ministre portugais à Bissau;

enfin, cerise sur le gâteau, Francisco Fadul se prononce en faveur d'un référendum en Casamance, ce qui est considéré à Dakar comme une ingérence dans les affaires intérieures sénégalaises.¹⁶

Les prises de position du Premier ministre bissau-guinéen alimentent la polémique sur l'implication de la France et du Portugal dans le conflit, respectivement aux côtés de Vieira et aux côtés de Mané. La rivalité entre les deux hommes se fait sur fond de rivalité franco-portugaise, que favorise la double appartenance de la Guinée-Bissau à la francophonie et à la Cplp. C'est ainsi que l'établissement de bonnes relations entre les nouveaux hommes forts de Guinée-Bissau et le Portugal prend des allures de revanche sur le rapprochement avec la France opéré depuis quelques années par Vieira.¹⁷

2.1.5. *Un revers pour le Sénégal*

En mars, alors que continuent d'arriver les contingents de l'ECOMOG, qui bénéficient du soutien logistique de la France, les derniers soldats sénégalais quittent Bissau. Leur accueil triomphal à Dakar ne peut masquer la réalité: ils n'ont atteint aucun de leurs objectifs. Si Nino Vieira est encore officiellement chef de l'Etat, la réalité du pouvoir est entre les mains de la junte, l'ECOMOG ne se déploie pas à la frontière, et les maquisards casamançais regagnent leurs bases avec un armement renforcé. Pour couronner le tout, les conclusions de la commission d'enquête parlementaire bissau-guinéenne, rendues publiques le 13 avril, disculpent le général Mané et mettent en cause le président Vieira. "Une intervention pour rien?" se demande le quotidien indépendant sénégalais *Walfadjri*,¹⁸ à propos d'une opération qui aura duré dix mois, du 9 juin 1998 au 15 mars 1999, et mobilisé près du quart de l'armée sénégalaise.

¹⁴ Thèse reprise dans Vershave, F.-X., *Noir silence: qui arrêtera la Françafrique?*, Paris: Les arènes, 2000, pp. 71- 9

¹⁵ Guinée-Bissau: entre Paris et Lisbonne, *Walfadjri*, 21 avril 1999

¹⁶ *Ibid*

¹⁷ Voir Koudawo, F., Guinée-Bissau: la carte francophone, *L'Afrique politique 1997: Revendications populaires et recompositions politiques*, Paris: Karthala, 1997, pp. 213-28

¹⁸ Une intervention pour rien, *Walfadjri*, 15 avril 1999

2.1.6. La chute de Nino Vieira (7 mai 1999)

Nino Vieira quitte le pouvoir comme il l'avait pris, en 1980: à la suite d'un coup d'Etat. À l'origine, son refus de désarmer la garde présidentielle conformément aux accords d'Abuja.¹⁹ Après des combats faisant au moins 80 morts et 263 blessés,²⁰ la junte s'empare de la totalité du pouvoir et contrôle la totalité du pays. Après s'être réfugié à l'ambassade du Portugal, le président déchu obtient l'asile politique dans ce pays et quitte la Guinée-Bissau le 10 juin.²¹ Le palais présidentiel a été pillé et brûlé par la foule, et les représentations diplomatiques du Sénégal, de la France, de l'Union européenne, et des Nations unies ont été saccagées et/ou brûlées par les soldats de la junte. Les contingents de l'ECOMOG ont assisté en spectateurs à un épisode qui rend désormais leur présence inutile. Jour du début du soulèvement contre Vieira, le 7 juin devient fête nationale en remplacement du 15 novembre.²² L'insurrection aura duré exactement 11 mois, du 7 juin 1998 au 7 mai 1999.

Le renversement de Vieira ne fait qu'achever le processus entamé onze mois plus tôt. La junte a désormais toutes les cartes en mains. Ne voulant pas exercer le pouvoir, elle le laisse aux civils, mais entend néanmoins le contrôler, Mané déclarant vouloir jouer le rôle d'arbitre.²³ Considéré comme le chef de file des adversaires de Nino Vieira au sein du Paigc, le président de l'Assemblée Nationale, Malam Bacaï Sanha, est nommé président de la République par intérim en attendant de nouvelles élections. Francisco Fadul reste quant à lui à la tête du gouvernement. Tandis qu'Ansoumane Mané est promu général de corps d'armée, Verissimo Seabra Corea, numéro deux de la junte est nommé chef d'état-major général des forces armées. Le 7 juillet, une nouvelle constitution est adoptée.

2.2. L'élimination du général Mané: 2000 - 2001

2.2.1. La victoire de Koumba Yala

La nouvelle situation ressemble en apparence à la précédente, avec une junte qui tente de concilier l'Etat de droit et son droit de regard sur le pouvoir politique. Aussi, l'enjeu de l'élection présidentielle est-il double:

- qui de Sanha ou de Yala l'emportera?
- quels seront les rapports du nouveau président avec la junte?

A la veille du double scrutin présidentiel et législatif du 28 novembre 1999, la tentative de la junte d'imposer aux candidats un pacte lui reconnaissant un statut consultatif spécial est vigoureusement rejetée par le Parti de la rénovation sociale (Partido da renovação social - Prs),²⁴ le parti de Koumba Yala.

¹⁹ Putsch surprise en Guinée-Bissau, *Libération*, 8 mai 1999

²⁰ En Guinée-Bissau, après onze mois de rébellion, l'armée a mis en fuite le président Vieira, *Le Monde*, 9 mai 1999

²¹ Le Portugal est l'un des rares pays à ne pas condamner le putsch. Celui-ci est condamné par la plupart des pays de la sous-région et par la CEDEAO, mais aussi par l'Onu et l'Oua.

²² Nino Vieira avait renversé le président Luis Cabral le 15 novembre 1980

²³ Agence France presse, La junte assure toujours la réalité du pouvoir, 13 mai 1999

²⁴ Reuters, Power Alternates in Guinea-Bissau, Army and Issue, 22 janvier 2000

Au scrutin du 28 novembre, Koumba Yala arrive en tête de la présidentielle devant Malam Bacai Sanha, tandis que le Prs remporte les législatives, mais sans obtenir la majorité absolue à l'assemblée. Au deuxième tour de la présidentielle, qui a lieu le 16 janvier 2000, Koumba Yala est élu avec une écrasante majorité (72% des suffrages) face à son adversaire. Pour la première fois depuis l'indépendance, le Paigc perd le pouvoir: l'arrivée de rénovateurs n'a pas suffi à le sauver. Une nouvelle génération de dirigeants accède au pouvoir, qui n'a pas participé à la guerre de libération bissau-guinéenne.

Dans son discours d'investiture, Koumba Yala plaide en faveur de l'unité nationale, et fait de la lutte contre la corruption et la pauvreté et de la défense des droits de l'homme ses priorités. A l'extérieur, il entend "dépasser la situation créée par la guerre" en développant des "relations d'amitié et de coopération" avec le Sénégal et la Guinée-Conakry, dont les troupes avaient soutenu Vieira.²⁵ En acceptant peu après de réviser le traité partageant l'exploitation des ressources de la zone économique exclusive dans un sens plus favorable à la Guinée-Bissau (qui obtient 20% au lieu de 15% des ressources de la zone), le Sénégal encourage cette volonté de conciliation.²⁶ Enfin, le renouvellement de l'équipe dirigeante est complété par la nomination d'un membre du parti du président, Caetano N'Tchama, à la tête du gouvernement, en remplacement de Francisco Fadul, l'homme de la junte. Il dirige un gouvernement de coalition entre le Prs et une autre formation, le Rassemblement pour la Guinée-Bissau/ mouvement Bafata (Resistência da Guiné-Bissau/Movimento Bafatá - Rgb/MB).

2.2.2. *La tension Mané-Yala*

Ansoumane Mané "prend acte" du résultat des élections et souhaite bonne chance au nouveau président.²⁷ En fait, il n'a pas renoncé à jouer un rôle, bien que la junte soit divisée sur ce point.²⁸ D'une certaine manière, on retrouve la tension qui existait entre 1998 et 1999 entre Mané et le président Vieira: Mané l'avait résolu à son profit en éliminant Vieira. Cette fois-ci, c'est l'inverse qui va se produire. Mané a-t-il été poussé à la faute? Ou a-t-il fait une erreur d'appréciation en sous-estimant les divisions au sein de l'armée? Toujours est-il qu'il campe sur ses positions, refusant tout compromis. Tandis que cinq postes ministériels sont attribués à des militaires, il refuse le poste d'assesseur, avec rang de ministre, que lui offre Yala. L'Union européenne se dit "préoccupée par le climat de tension et d'insécurité" qui règne en Guinée-Bissau. L'arrestation de journalistes et de l'ancien dirigeant de la Ligue bissau-guinéenne des droits de l'homme (Liga guineense de direitos humanos - Lgdh) et dirigeant d'un parti d'opposition en témoigne.

²⁵ Agence France presse, Guinée-Bissau: Kumba Yala prête serment, 18 février 2000

²⁶ Agence de presse sénégalaise, Sénégal - Guinée-Bissau: Les deux pays révisent le protocole de partage de leurs ressources pétrolières, 31 août 2000

²⁷ Le général Mané rassure Kumba Yala, *Sud*, 26 janvier 2000

²⁸ Poursuite des tractations pour désigner un nouveau chef de l'État en Guinée-Bissau, *Le Monde*, 11 mai 1999

Mais certains observateurs voient également dans la tension à la frontière avec le Sénégal, où les incidents se multiplient (la frontière est fermée en septembre), un moyen de pression de la junte sur les institutions de Bissau, la seule carte qu'elle puisse désormais jouer.²⁹ Et ils posent la question du pouvoir réel du président Yala sur l'armée.³⁰ Après les destructions dues à la guerre, la rapidité du réarmement bissau-guinéen (achat de matériel militaire en Ukraine et en Chine) amène le président sénégalais, Abdoulaye Wade à demander de son côté des armes à la France.³¹ En octobre, le président Yala lance un avertissement aux séparatistes casamançais, affirmant qu'il ne laisserait pas utiliser le territoire de la Guinée-Bissau pour des actions de guérilla contre le Sénégal.³²

2.2.3. *L'élimination de Mané (novembre 2000)*

La crise éclate le 20 novembre 2000, quand le général Mané s'oppose à des remaniements au sein de l'armée et s'autoproclame chef d'état-major général à la place du général Seabra. Le 24, des affrontements armés l'opposent à Seabra, son ancien compagnon, rallié à Koumba Yala. Des milliers d'habitants fuient à nouveau la capitale.

Devant la perspective d'un renversement de Koumba Yala, la presse sénégalaise s'alarme. Certains soulignent les responsabilités de la communauté internationale: en maintenant l'essentiel de l'embargo contre un pays au bord de la famine, l'Onu et l'Union européenne auraient créé les conditions d'un retour de la junte.³³ À l'inverse, une partie de l'opposition bissau-guinéenne, à commencer par le Paigc, se félicite de l'initiative du général.³⁴

Mais l'aventure tourne court. En dépit d'une tentative de médiation de l'évêque de Bissau, Ansoumane Mané en fuite est encerclé par les militaires le 30 novembre, à 40 km au nord de Bissau, et tué dans des conditions mal élucidées (les récits divergent). La thèse officielle attribuant sa mort à une tentative de résistance aux hommes venus l'arrêter est loin de convaincre les observateurs, et l'hommage que lui rend Koumba Yala ne met pas fin aux interrogations. Tout ce qu'on peut dire est que cette disparition écarte la menace pour Koumba Yala. Elle l'écarte également pour le Sénégal ("une épine de moins sous nos pieds" déclare un journaliste sénégalais) et pour la France, qui avaient tout à craindre des liens unissant Ansoumane Mané à la rébellion casamançaise.³⁵

Mais l'élimination de Mané n'empêche pas les maquisards de Salif Sadio de maintenir la pression en Casamance, en dépit de nouveaux accords conclus entre le gouvernement sénégalais et l'aile civile de la rébellion.

²⁹ Pour la deuxième fois en une semaine, le président Wade fait faux bond à Bissau, *Sud*, 28 avril 2000

³⁰ Frontières, *Sud*, 30 juin 2000

³¹ Agence France presse, Abdoulaye Wade à Paris, 22 mai 2000

³² Le président Koumba Yala lance un avertissement aux séparatistes casamançais, *Sud*, 20 octobre 2000

³³ Le syndrome Mané, *Sud*, 23 novembre 2000

³⁴ Guinée-Bissau: le gouvernement dénonce le coup de force de Mané, *Le Soleil*, 22 novembre 2000

³⁵ Le syndrome Mané; Fin de cavale et ... d'un mythe, *Sud*, 25 novembre 2000

2.2.4. *La nouvelle équipe dirigeante fragilisée*

Koumba Yala redresse la tête: “Koumba Yala enfin chef d’État” titre un journal sénégalais.³⁶ Au cours des événements, les autorités ont procédé à de nombreuses arrestations d’officiers et de responsables politiques bissau-guinéens, mais aussi de combattants casamançais, et le président réitère sa volonté d’empêcher que la Guinée-Bissau serve de base arrière à la rébellion casamançaise. À partir de janvier 2001, l’armée lance une offensive contre les hommes de Salif Sadio, retranché dans sa base située en territoire sénégalais, tout près de la frontière. Officiellement, ces attaques seraient efficaces, puisqu’à la fin du mois les autorités revendiquent une trentaine de morts parmi les rebelles.³⁷ Mais, cinq mois plus tard, Salif Sadio résistait toujours. Même si cette implication bissau-guinéenne dans le conflit casamançais n’est pas nouvelle, elle innove par son ampleur. En liant son sort à la lutte contre les maquisards, le président Yala met la question casamançaise au centre de la vie politique bissau-guinéenne.

La situation se complique lorsque, à la fin mai, environ 1.500 réfugiés casamançais sont expulsés de Guinée-Bissau par l’armée, après qu’une partie de leurs maisons aient été incendiées et que du bétail ait été volé.³⁸ Installés dans des villages situés près de la frontière, ils sont accusés de soutenir la rébellion. Les autorités bissau-guinéennes ont démenti, mais les réfugiés arrivés à Ziguinchor confirment les faits.³⁹ Regroupés à San Domingos, ils sont pris en charge à la frontière par l’armée sénégalaise. Des milliers d’autres seraient prêts à partir s’ils le pouvaient (il y aurait 20.000 réfugiés casamançais en Guinée-Bissau).

Pendant ce temps, la population s’impatiente de voir des améliorations dans sa vie quotidienne, dans un pays qui figure parmi les quinze pays les plus pauvres du monde en termes de PIB par habitant. Des grèves éclatent dans la fonction publique, les syndicats reprochant au gouvernement de rester sourd à leurs revendications, concernant notamment le paiement des arriérés de salaires.⁴⁰ Et la majorité de la population vit toujours dans une extrême pauvreté.⁴¹

Koumba Yala est par ailleurs confronté à une longue crise politique. En janvier 2001, à la suite d’un remaniement ministériel en faveur du Prs,⁴² le Rgb/mouvement Bafata rejoint l’opposition et le gouvernement ne dispose plus de la majorité à l’assemblée. En mars, c’est le Prs qui retire sa confiance au Premier ministre. En avril, c’est l’opposition qui demande le départ de son successeur, Faustino Imbali, qui vient d’être nommé le 26 mars.⁴³

En mai, la crise est surmontée, après que le président Yala ait menacé de dissoudre l’assemblée. Le programme du gouvernement et le budget sont finalement votés grâce à

³⁶ Mané mort, Koumba Yalla enfin chef d’État, *Sud*, 14 décembre 2000

³⁷ Agence France presse, 30 rebelles du MFDC tués par l’armée bissau-guinéenne, 29 janvier 2001

³⁸ Crise casamançaise: Bissau expulse plus de 1500 réfugiés, *Sud*, 26 mai 2001

³⁹ Témoignage téléphonique d’un responsable de leur accueil

⁴⁰ Le Premier ministre contesté, les institutions en crise, *Sud*, 15 mars 2001

⁴¹ Economist Intelligence Unit, p. 27

⁴² Guinée-Bissau: Koumba Yala installe un nouveau gouvernement, *Sud*, 24 janvier 2001

⁴³ Agence France presse, L’opposition demande le départ du Premier ministre tout juste nommé, 4 avril 2001

l'abstention de l'opposition. Le secteur social, l'armée et les charges présidentielles représenteront 82% des dépenses de l'État.⁴⁴ Il est prévu de réduire fortement les effectifs pléthoriques de l'administration, où des milliers de fonctionnaires fantômes auraient été recensés, et de l'armée, où 5.000 ex-combattants de la guerre de libération devraient être démobilisés.⁴⁵ Quant aux recettes, elles proviendront à 80% de l'aide extérieure: la Guinée continue d'être un pays assisté, vivant sous perfusion internationale.

Le manque de ressources, la faiblesse de l'Etat, la fragilité du gouvernement, rendent l'avenir incertain en Guinée-Bissau. La crainte de nouveaux troubles est réapparue.⁴⁶ L'armée serait profondément divisée. Au clivage entre partisans et adversaires d'Ansoumane Mané, s'ajouteraient des clivages sur des bases ethniques ou religieuses.

On peut se demander dans quelle mesure cette fragilité n'expliquerait pas les déplacements du chef de l'État chez ses voisins. À la mi-mai, le président bissau-guinéen a, en effet, entamé une tournée dans la sous-région, se rendant successivement en Guinée-Conakry, en Sierra-Leone, au Libéria, au Mali et à nouveau en Guinée, où il a apporté son soutien au président Conté confronté à de graves troubles sur sa frontière sud.

2.3. Conclusions

Il ressort de ces événements que la junte dirigée par le général Mané était porteuse de demandes sociales et politiques non satisfaites. On peut estimer que son élimination, non seulement ne règle pas les problèmes, mais en crée de nouveaux, avec le risque de nouvelles confrontations entre pouvoir militaire et pouvoir civil, mais aussi risque de confrontation au sein même d'une armée qui serait très divisée. La seule certitude est que Koumba Yala ressort affaibli de l'épreuve. Seule, la division de ses adversaires lui assure le maintien au pouvoir. C'est dans ce contexte que le président bissau-guinéen a accompli en mai 2001 une tournée qui l'a amené à rencontrer ses homologues de Sierra Léone, du Libéria, du Mali et de la Guinée.

3. La situation en Casamance: un des plus longs conflits d'Afrique

3.1. Introduction

Au Sénégal, c'est la victoire de Maître Abdoulaye Wade à l'élection présidentielle de janvier 2000, suivie un an plus tard par une large victoire de son camp aux élections législatives, qui a mis fin à vingt ans de pouvoir du président Diouf, mais aussi, du même coup, à la domination que le Parti socialiste exerçait sur le pays depuis l'indépendance en 1962. Ayant fait campagne sur le thème du changement, Abdoulaye Wade doit répondre à de fortes attentes. Attentes sociales, dans un pays où les bonnes performances économiques

⁴⁴ Agence France presse, Adoption du budget 2001 de la Guinée-Bissau, 29 mai 2001

⁴⁵ Les effectifs de l'armée atteindraient aujourd'hui 25.000 hommes, dont près de la moitié seraient, d'une part, des vétérans de la guerre de libération, souvent très âgés, et, d'autre part, des jeunes volontaires, souvent désœuvrés, engagés auprès du général Mané en juin 1998.

⁴⁶ Des réfugiés casamançais affirment que la population prend ses dispositions dans la perspective d'un nouveau conflit. Source privée, Ziguinchor.

n'ont guère eu d'effet sur la pauvreté (les deux-tiers des Sénégalais auraient un revenu inférieur à 4 FF par jour). Mais aussi attente d'une solution au problème casamançais, que l'opposant Wade avait promis en 1991 de régler en quelques semaines s'il parvenait au pouvoir. Cette solution apparaît urgente à plusieurs titres. Parce que, s'il est loin d'être le plus meurtrier (le nombre de tués serait de l'ordre de deux mille), ce conflit qui dure depuis 1982 est l'un des plus longs du continent africain. Parce qu'il a provoqué l'exode de dizaines de milliers de personnes, vers les villes ou vers les pays voisins. Parce qu'il constitue un élément de déstabilisation non seulement pour le Sénégal, mais aussi pour ses voisins, Guinée-Bissau et Gambie, où il interfère avec des rivalités internes.⁴⁷ Parce qu'il asphyxie presque totalement l'économie d'une région considérée comme potentiellement l'une des plus riches du Sénégal. Enfin, parce qu'il s'accompagne d'un développement du banditisme et de la criminalité.

3.2. Dix-huit ans et demi de conflit⁴⁸

La rébellion casamançaise a éclaté en 1982 à Ziguinchor, dans le prolongement d'une mobilisation populaire spontanée. Cette mobilisation mettait en cause un certain nombre d'avantages accordés par les autorités à des étrangers à la région, au détriment des autochtones: expropriations de terrains péri-urbains ou littoraux, droits de pêche, droits d'exploitation des forêts, attribution de postes... Elle était nourrie à la fois par le sentiment de supériorité affiché par les ressortissants du nord à l'égard de leurs compatriotes du sud, gens de la forêt, considérés comme arriérés, et par le sentiment des Casamançais d'être différents des Sénégalais (mais proches, en revanche, des Bissau-Guinéens), un sentiment renforcé par la coupure gambienne.⁴⁹

Créé en 1982, après la rencontre entre le groupe de Ziguinchor (Augustin Diamacoune, Sanoune Bodian...) et des émigrés à Paris (Mamadou Sané), le Mouvement des forces démocratiques de la Casamance (Mfdc) propose une réponse simple à cette mobilisation: l'indépendance. Élaboré pour l'essentiel par un prêtre catholique, l'abbé Augustin Diamacoune Senghor, son discours repose sur l'affirmation selon laquelle la Casamance ne faisait pas partie de la colonie française du Sénégal, et aurait donc été indûment annexée au moment de l'indépendance du Sénégal.⁵⁰ Se recrutant principalement parmi les enseignants,

⁴⁷ Pour un éclairage global, voir Marut, J.-C., *Le dessous des cartes casamançaises*, dans Barbier-Wiesser, F.-G. (éd.), *Comprendre la Casamance*, Paris: Karthala, 1994, p. 193-211

⁴⁸ Pour la période 1982-1998, ce paragraphe s'appuie sur Marut, J.-C. *La question de Casamance: une analyse géopolitique*, Paris: Université Paris 8 - St Denis, 1999 (thèse de Doctorat de géopolitique), I^{er} partie. Pour la période 1998-2001, voir Marut, J.-C., *Géopolitique de la question casamançaise*, Paris: Karthala (à paraître).

⁴⁹ Bien que majoritairement hostiles à l'indépendance, les cadres casamançais dénoncent la situation faite à leur région. Voir Délégation des Cadres casamançais élargie, *Memorandum relatif aux événements de Ziguinchor* (décembre 1982 et 1983), 1984 (non éd.) On peut également lire, Diatta, N., *Le prêtre et les députés: lettre d'un prêtre catholique aux députés de Casamance*, dans Barbier-Wiesser, F.-G. (dir.) *Comprendre la Casamance: chronique d'une intégration contrastée*, Paris: Karthala, 1994. Et aussi l'analyse très documentée d'un parti politique d'opposition, Ligue démocratique/Mouvement pour le parti du travail (Ld/Mpt), *Casamance: la crise*, Dakar: Jallarbi, 1990

⁵⁰ Aucun de ses écrits n'est édité. On peut se reporter à sa réfutation d'une expertise historique qu'il avait lui-même sollicitée, Diamacoune Senghor, A., *Casamance, pays du refus: réponse à Monsieur Jacques Charpy, Ziguinchor, 1995* (non éd.). Voir aussi Charpy, J., *Casamance et Sénégal au temps de la colonisation française*, *Le Soleil* [Dakar], 22 décembre 1993; Sénégal, Ministère de la Communication,

ou parmi les lycéens, ses animateurs ont souvent été impliqués dans les conflits fonciers. Quant à la base du mouvement, telle que la reflètent les listes de personnes arrêtées, elle est à l'image de la société locale, constituée pour l'essentiel de paysans, de pêcheurs, d'employés.

La première manifestation publique du Mfdc sera aussi la dernière. Qu'elle ait été pacifique, comme le prétendent les indépendantistes, ou agressive, comme le prétend le gouvernement, la marche du 20 décembre 1982 à Ziguinchor, la capitale régionale, se termine tragiquement: les forces de l'ordre tirent sur la foule, tuant plusieurs personnes. C'est le début d'une longue répression, qui va s'abattre sur toute la communauté diola, considérée comme suspecte. La suspicion n'épargnera pas les cadres casamançais du Parti socialiste, le parti au pouvoir, y compris ceux qui vivent à Dakar. Mais l'événement a une conséquence encore plus grave, puisque les indépendantistes vont décider le passage à la lutte armée. Ce sont d'anciens soldats de l'armée sénégalaise, voire française, qui vont organiser les maquis à partir de 1983. Les maquisards sont des jeunes, pour la plupart issus de familles paysannes, ayant souvent abandonné précocement leur scolarité, et généralement sans perspectives d'emploi. Leurs motivations sont toujours les mêmes: en premier lieu, et presque toujours, les violences infligées par les militaires sénégalais à leurs parents, qu'il faut venger; viennent ensuite les injustices dont ils s'estiment victimes.

Contrairement aux vœux des dirigeants du mouvement, la révolte reste circonscrite pour l'essentiel à la région de Ziguinchor, la basse Casamance, le pays diola. Ce qui lui donne une incontestable connotation ethnique qui sera utilisée par les autorités pour la discréditer. Par contre, en dépit de la présence d'un homme d'église à sa tête, la rébellion n'a rien d'un mouvement confessionnel: reflétant en cela la société casamançaise, majoritairement musulmane, y compris dans la région de Ziguinchor, on y trouve aussi bien des musulmans, que des chrétiens ou des animistes, à la base comme au sommet. Contrairement à l'image répandue par les médias, il ne s'agit donc nullement de la révolte d'une région méridionale animiste et chrétienne contre un nord musulman.

Les maquisards passent à l'offensive en 1990 sur l'ensemble de la région de Ziguinchor, attaquant des objectifs militaires. L'offensive coïncide avec des affrontements sur la frontière entre les armées sénégalaise et bissau-guinéenne, accréditant la thèse d'un complot contre le Sénégal.⁵¹ C'est le début de l'exode de populations civiles vers les pays voisins. En 1991, un premier cessez-le-feu est signé en Guinée-Bissau. Les affrontements reprennent en 1992 entre le Front Sud et l'armée, alors que Sidy Badji et le Front Nord de Kamougaye Diatta ont déposé les armes: c'est la première scission au sein du mouvement. Les combats sont alors circonscrits à la rive gauche de la Casamance, entre le fleuve et la frontière bissau-guinéenne, dans le département d'Oussouye. Un deuxième cessez-le-feu est signé en 1993 à Ziguinchor, mais qui ne débouche pas davantage sur de véritables négociations. Le conflit reprend de la vigueur en 1995, se concentrant et s'étirant vers l'est, le long de la frontière avec la Guinée-Bissau. On assiste parallèlement à un pourrissement de la situation

Témoignage historique de la France sur la Casamance: Discours prononcé par Jacques Charpy, Conservateur du Patrimoine, Ziguinchor, le 21 décembre 1993, Dakar: Imprimerie Saint-Paul, 1994

⁵¹ Voir notamment Faye, O., La crise casamançaise et les relations du Sénégal avec la Gambie et la Guinée-Bissau (1989-1992), dans Diop, M.-C. (dir.), *Le Sénégal et ses voisins*, Dakar: Sociétés-Espaces-Temps, 1994, pp. 189-212

sur le terrain. Avec la prolifération des mines (anti-chars ou anti-personnelles), dont les deux camps se rejettent la responsabilité. Avec le développement d'actes de banditisme, dans lesquels les rebelles, déstabilisés sur le terrain, ne sont probablement pas les seuls à être impliqués. Avec la multiplication des enlèvements et des tortures imputés aux forces de l'ordre sénégalaises par les organisations de défense des droits de l'homme (Raddho - Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme, dont le siège est à Dakar; Amnesty International), qui dénoncent parallèlement les exactions commises par les rebelles sur les populations.⁵²

À partir de 1997, le Mfdc connaît de nouvelles divisions, d'abord au sein de l'aile politique, puis au sein de l'aile militaire. Le 19 août 1997, 25 soldats sénégalais sont tués par les rebelles à Mandina Mankagn, dans les faubourgs sud de Ziguinchor. Ce grave revers pour l'armée sénégalaise a deux conséquences importantes, qui marquent un tournant dans l'histoire du conflit:

- sur le plan militaire, le durcissement de la répression par l'armée sénégalaise;
- sur le plan politique, l'éclatement de l'aile civile du Mfdc.

Les quatre lieutenants de l'abbé Diamacoune sont contraints de quitter la Maison des Œuvres catholiques à Ziguinchor. L'un d'eux, Sarani Manga Badiane, disparaît de son domicile après son enlèvement par des hommes en uniforme. L'armée impute ce meurtre à la rébellion. Mais la presse sénégalaise, pourtant hostile à la cause indépendantiste, et la plupart des Ziguinchorois attribuent le meurtre aux militaires.⁵³ Amnesty International met également en cause l'armée sénégalaise. Les trois autres lieutenants de l'abbé (Edmond Bora, Sanoune Bodian, Mamadou Diémé) sont contraints à l'exil, en Gambie ou en Guinée-Bissau.

Ce démantèlement de la direction locale du mouvement crée une situation nouvelle. Représentant officiellement les maquis auprès de l'abbé, dans sa résidence surveillée, les quatre secrétaires permettaient les contacts entre la rébellion d'une part, le gouvernement et les divers médiateurs d'autre part. Ils permettaient également les contacts entre les différentes composantes du mouvement. Non seulement entre l'aile armée (les maquis) et l'aile civile, mais aussi entre les branches de l'aile civile. Ce sont notamment eux qui avaient pu, grâce à l'entremise de l'ambassadeur de France, rencontrer l'aile extérieure du Mfdc à Paris, en vue de mettre un terme à ses divisions, dans la perspective de négociations. En raison de leurs liens avec le maquis et avec le numéro deux du mouvement, Mamadou Sané, réfugié à Paris, ils étaient considérés comme des "durs". Ils n'en représentaient pas moins une sensibilité probablement dominante au sein du mouvement. C'est un tournant important, dans la mesure où la légitimité des décisions de l'abbé, désormais isolé, va d'autant plus être mise en cause par les "durs" du mouvement qu'il condamne les exactions commises par certains maquisards, et qu'il désavoue peu à peu la lutte armée.

⁵² Amnesty International, *La terreur en Casamance*, Paris, 1998. Le Sénégal avait été épinglé une première fois par Amnesty en 1990, Amnesty International, *La torture au Sénégal: le cas de la Casamance*, Londres, 1990. Voir les réponses du gouvernement sénégalais, *Les faits en Casamance: le droit contre la violence*, Dakar, 1991, et *La vérité sur la Casamance*, Dakar, 1998

⁵³ Sotinel, T., La Casamance souffre du regain de violence entre les indépendantistes et l'armée sénégalaise, *Le Monde*, 1^{er} octobre 1997

A partir de 1998, les événements de Guinée-Bissau modifient la donne. Sorti renforcé de l'épreuve, le principal chef des maquis, Salif Sadio, échappe à l'autorité de l'abbé, mais est affaibli par l'élimination de son allié, le général Mané, en Guinée-Bissau. Il en résulte des affrontements en territoire bissau-guinéen, au début 2001, entre partisans de Salif Sadio et partisans de Léopold Sagna, que l'abbé veut imposer à la tête des maquis. L'exfiltration d'une partie des hommes de Salif Sadio dans le département de Bignona déplace alors le centre de gravité du conflit vers la frontière gambienne.

Dans une région dont aucun point n'est situé à plus de cinquante kilomètres d'une frontière, on mesure plus que jamais l'importance de ces frontières pour une bonne compréhension du conflit: ce sont au total plus de 700 km de frontières aisément franchissables qui offrent leur protection aussi bien aux rebelles casamançais, qu'aux réfugiés ou aux trafiquants. Ces frontières ne sont certes pas la cause du conflit, mais constituent une condition très favorable à sa prolongation: aux ressources matérielles du territoire et de ses habitants, s'ajoutent les ressources politiques, économiques et militaires de la frontière.

3.3. Une région asphyxiée

Des dizaines de milliers de personnes ont dû abandonner leurs maisons. De nombreux villages sont abandonnés, notamment le long de la frontière avec la Guinée-Bissau. La circulation des hommes et des marchandises est en partie paralysée par l'insécurité. La vente des produits de l'agriculture (vin et huile de palme notamment) a chuté. L'activité touristique, qui avait dynamisé l'économie régionale depuis les années soixante-dix, ne se maintient plus que sur les plages du cap Skirring. Les nombreux petits campements de l'intérieur sont désertés. L'activité industrielle, déjà faible, a diminué: les unités de congélation de poisson et de crevette de Ziguinchor fonctionnent au ralenti.

La diminution des activités diminue les revenus des populations locales. Elle diminue du même coup les capacités d'accueil des réfugiés de Guinée-Bissau ou des déplacés de la zone frontière. La récente expulsion de centaines de réfugiés casamançais par l'armée bissau-guinéenne ne peut qu'aggraver la situation.⁵⁴ Originaires pour la plupart de la zone frontalière, ils ne peuvent regagner leurs villages tant que la sécurité n'y a pas été rétablie: cette sécurité passe notamment par les opérations de déminage, qui ne peuvent démarrer tant que le conflit n'est pas terminé. Posées par les rebelles ou par les militaires pour se protéger, des milliers de mines bloquent toute activité dans la zone frontière avec la Guinée-Bissau.

Parallèlement, le conflit a favorisé le développement de trafics transfrontaliers sur lesquels se greffent de multiples acteurs, rebelles et non rebelles. L'importance des enjeux financiers fait du contrôle de ces trafics une nouvelle source de rivalités. La production de cannabis a explosé (produit surtout dans le secteur de Diouloulou, dans le département de Bignona), alimentant un trafic vers la Gambie et Dakar.⁵⁵ La production de noix de cajou dans le

⁵⁴ Agence France presse, Un millier de réfugiés casamançais expulsés du nord de la Guinée-Bissau, 24 mai 2001

⁵⁵ Sur ce point, consulter les rapports de l'Observatoire géopolitique des drogues, notamment le rapport 1994, Étude régionale sur le trafic, la production et la consommation de drogues dans les pays d'Afrique de l'Ouest, Paris, 1994, p. 135-56

Balantacounda, à l'est de Ziguinchor, a connu également un boom ces dernières années, et le contrôle de son écoulement vers la Guinée-Bissau est l'objet de luttes sanglantes. Le vol de bétail n'est pas l'apanage de cette région, mais y prend des proportions importantes. La part de ces activités contrôlée par la rébellion lui permet d'acheter, voire de louer, des armes auprès de militaires bissau-guinéens, pour qui ce trafic constitue un revenu d'appoint. Le faible prix de ces armes, qui circulent en abondance dans toute l'Afrique de l'ouest, explique leur prolifération.

Toute une économie parallèle s'est ainsi développée à la faveur des événements, très lucrative, qu'un arrêt des hostilités pourrait compromettre. Il y a certainement là une des causes de la prolongation du conflit.

3.4. Les divisions du Mfdc⁵⁶

3.4.1. L'aile politique

En théorie, l'aile politique est la seule habilitée à représenter le mouvement et à prendre des décisions. A sa tête, on trouve un secrétaire général, l'abbé Augustin Diamacoune Senghor, un prêtre catholique né en 1928, ancien partisan de Léopold Sédar Senghor (qui a conduit le Sénégal à l'indépendance en 1962), et dont il est devenu ensuite un farouche opposant, estimant qu'il a trahi la Casamance. Souvent qualifié de "chef charismatique" du mouvement indépendantiste, l'abbé en est le porte-parole, plus que l'organisateur. Au-delà de son argumentation juridico-historique, le fond de son discours renvoie à la théologie de l'inculturation, par laquelle l'Église catholique entend s'enraciner dans les cultures locales, mais aussi, sans doute inconsciemment, à la théologie de la libération, qui prend en compte les luttes sociales et politiques:⁵⁷ ainsi rappelle-t-il en permanence qu' "il ne peut y avoir de paix en dehors de la vérité et de la justice". Depuis 1993, l'abbé Diamacoune vit en résidence surveillée à Ziguinchor. Il y est aujourd'hui entouré de conseillers politiques qu'il a lui-même choisis:

- Son frère Bertrand, l'un des rares membres de l'aile civile à avoir suivi Sidy Badji dans la sécession du Front Nord en 1991-1992. Il fait partie à ce titre de ceux qui sont communément désignés sous le nom de "repentis". Son rapprochement avec l'abbé coïncide avec les retrouvailles entre Diamacoune et Sidy Badji à partir de 1997. Après la nouvelle disgrâce de Sidy Badji, en 2001, il est resté auprès de l'abbé.
- Bourama Faye Badji, un ancien du Mfdc régionaliste de 1947, rallié ensuite au PS, n'a, semble-t-il jamais appartenu au Mfdc indépendantiste, n'apparaissant qu'au titre de notable casamançais lors de la signature du premier cessez-le-feu.
- L'abbé s'appuie également sur un neveu à lui, Laurent Diamacoune, établi en Gambie.

Réorganisé au début de l'année 2001, le Bureau national du Mfdc présente un certain nombre d'innovations par rapport aux précédents:

⁵⁶ Sur l'historique de cette division, voir Marut, *Géopolitique*

⁵⁷ Sur cette question, voir Marut, *La question de Casamance*, 1^e partie, p. 114-25, et 2^e partie, p. 322-32

- À la différence des directions en place jusqu'en 1997, où ne figuraient que des "durs" du mouvement, il reflète (au moins en partie) la diversité des points de vue au sein du Mfdc, puisqu'on y retrouve aussi bien l'inflexible Mamadou "Nkrumah" Sané que le modéré Jean-Marie François Biagui. Entre ces deux extrêmes, des hommes comme Ousmane Tamba essaient de concilier fermeté et ouverture.
- Résidant tous à l'étranger, ses quatre membres ne peuvent pas être inquiétés par les autorités sénégalaises.
- Le poste de secrétaire général adjoint est pour la première fois partagé: Mamadou "Nkrumah" Sané, exilé à Paris depuis 1991, retrouve un poste dont il avait été un temps écarté; Ousmane Tamba, un ancien militaire sénégalais, aujourd'hui ingénieur en informatique en Suisse, fait son entrée (il anime le site Internet d'un journal du mouvement).
- Le porte-parole du mouvement est un jeune étudiant de 28 ans, inconnu jusque-là, Ansoumane Badji, résidant à Lisbonne, où il poursuit des études littéraires.
- Enfin, le nouveau responsable officiel de l'aile extérieure est Jean-Marie François Biagui, un éducateur résidant à Lyon, opposant de longue date à Mamadou Sané.⁵⁸

Mais cette réorganisation reste formelle, chacun ignorant volontiers ce que fait l'autre, et ignorant éventuellement ce que dit le secrétaire général. C'est ainsi que "Nkrumah" Sané se considère toujours comme le chef de l'aile extérieure, tenant pour nulles et non avenues toutes les décisions que pourrait prendre l'abbé, qu'il considère comme prisonnier. Il semble avéré que la majorité des sections étrangères lui sont effectivement fidèles.⁵⁹ En fait, il existe plusieurs groupes, qui peuvent avoir leurs propres réseaux, et qui prétendent tous être en phase avec les maquis.

A partir de 1997, l'abbé s'est progressivement démarqué de la lutte armée, qu'il a fini par condamner. Ce qui explique à la fois le rapprochement avec les "modérés" (Sidy Badji, Bertrand Diamacoune, J.-M.F. Biagui...) et les critiques des "durs", qui estiment que seule la lutte armée permettra de faire céder les responsables sénégalais. Mais le chef du Mfdc ne renonce pas pour autant à la perspective indépendantiste. Il ouvre par contre la voie à une lutte sur le terrain politique. Le fond du débat qui agite le Mfdc tourne en fait autour de la question du maintien ou non des maquis et de la lutte armée comme moyen de pression sur le gouvernement sénégalais.

3.4.2. *L'aile militaire*

L'aile militaire du Mfdc serait actuellement éclatée en au moins trois commandements rivaux:

- Le Front Nord de Kamouguaye Diatta, qui a déposé les armes depuis 1991-1992, est basé au nord de Bignona. Une partie de ses membres s'est lancée dans des micro-projets économiques bénéficiant d'aides officielles. L'implantation d'un groupe issu du Front Sud risque de bouleverser sa situation.
- Le Front Sud oriental, dont le chef Salif Sadio serait toujours retranché dans sa base à hauteur d'Ingoré, regrouperait la majorité des maquisards. Dépendraient de lui le groupe

⁵⁸ J.-M. Biagui est l'auteur de plusieurs brochures, dont Sané, M., Biagui, J.-M. et Tamba, O., *Casamance Kunda: ce que nous attendons de la Casamance indépendante*, Lyon: Ramaix, 1995

⁵⁹ Enquête personnelle, mai 2001

de Ousmane Goudiaby, opérant au nord entre Diouloulou et la frontière gambienne, et le groupe d'Ebadiouti, qui opérait dans le secteur de Nyassia, à l'ouest de Ziguinchor.⁶⁰

- Après avoir combattu le groupe de Salif Sadio, le Front Sud occidental de Léopold Sagna, basé à l'ouest de Ziguinchor, semble respecter les consignes de l'abbé Diamacoune, et n'a apparemment pas mené d'action contre l'armée sénégalaise depuis plusieurs mois.

3.5. La situation au printemps 2001

3.5.1. *Les affrontements dans le département de Bignona (mai-juin 2001)*

Tous les observateurs s'accordent sur l'enchaînement et la nature des événements:

- En décembre 2000, une partie des hommes du Front Sud de Salif Sadio, sous la direction d'Ousmane Goudiaby et de Vieux Faye, s'exfiltrèrent dans le département de Bignona, fief du Front Nord de Kamougaye Diatta. On peut penser qu'ils font là d'une pierre deux coups: échapper à l'encerclement de leurs bases, mais aussi entraîner et fixer une partie de l'armée sénégalaise au nord.
- En février - mars 2001, plusieurs attaques sont perpétrées contre des véhicules civils transportant des voyageurs ou des marchandises, suivies du massacre inexplicable de leurs occupants (en majorité des Nordistes) par des bandes armées qui se seraient ensuite repliées en Gambie.
- À partir de la mi-mai, soit près de trois mois après les exactions, l'armée sénégalaise lance une opération de ratissage qui débouche sur des affrontements meurtriers avec des bandes rebelles. Ces bandes rebelles ne sont pas officiellement identifiées. Pour les uns, il s'agirait des hommes d'Ousmane Goudiaby (Front Sud).⁶¹ Pour d'autres, il s'agirait des hommes de Kamougaye Diatta (Front Nord).⁶² À défaut d'un improbable rapprochement entre les deux groupes, le risque est grand de les voir s'affronter.
- Quoi qu'il en soit, ces événements ramènent la guerre dans une région restée relativement calme depuis 1992. Depuis la mi-mai 3.500 personnes l'ont quittée pour se réfugier en Gambie.

Ils augmentent également les risques de déstabilisation en Gambie. L'utilisation du territoire gambien par des réfugiés ou par des rebelles casamançais n'est certes pas nouvelle. Mais elle prend une importance particulière à partir du moment où le département de Bignona est en passe de devenir le principal théâtre d'opérations, alors que la situation se tend en Gambie à l'approche de l'élection présidentielle d'octobre.

⁶⁰ Ce groupe aurait été récemment éliminé par des hommes de Léopold Sagna. Cf. La main de la bande à Ousmane Goudiaby, *Sud*, 7 juin 2001

⁶¹ *Ibid.*

⁶² L'armée maîtrise la situation dans le Bignona, *Le Soleil*, 7 juin 2001

Le président Jammeh est en effet attaqué par l'opposition, qui dénonce ses méthodes qu'elle juge autoritaires et antidémocratiques. Elle lui reproche notamment d'avoir amnistié les éléments des forces de l'ordre impliqués dans la sanglante répression des émeutes étudiantes d'avril 2000. Elle l'accuse également de délivrer des cartes d'électeurs à des étrangers, notamment à des membres de son ethnie, des Diola de Casamance.⁶³

Ayant lui-même accédé au pouvoir par un putsch (en 1994), légitimé ensuite par les urnes, le chef de l'État gambien a déjà déjoué plusieurs tentatives de coups d'État. En dépit de son origine diola, il a établi de bonnes relations avec le Sénégal, se déclarant opposé à toute utilisation de son territoire par les rebelles. Mais son attitude pendant les événements de Guinée-Bissau (la Gambie a été le seul pays de la sous-région à ne pas condamner le soulèvement du général Mané) a pu semer des doutes sur ses sentiments réels. On peut rappeler que le pays est depuis longtemps considéré comme une plaque tournante de divers trafics, notamment de drogue et d'armes. On peut également rappeler qu'il abrite une importante communauté sénégalaise (Il y aurait 300.000 Sénégalais en Gambie, sur une population totale d'un peu plus d'un million d'habitants, soit près du quart de la population).⁶⁴

L'avenir de la Gambie apparaît ainsi comme l'une des inconnues de la situation dans la sous-région.

3.5.2. *Cessez-le-feu et négociations*

De nouveaux accords de cessez-le-feu ont été signés en mars, entre le Mfdc et les représentants de l'État sénégalais, qui devaient déboucher sur des négociations de paix. Souhaitée par les deux parties, afin que le Mfdc "parle d'une seule voix", l'unification du mouvement apparaît comme un préalable. Une réunion de l'ensemble des composantes du Mfdc devait se tenir à cet effet à Banjul du 29 au 31 mai. Cette réunion a été annulée le 25, à la demande de l'abbé Diamacoune, en raison de "la situation sur le terrain", à savoir les dissensions internes du mouvement séparatiste, mais aussi le ratissage de l'armée dans le département de Bignona. Une réunion restreinte a néanmoins eu lieu, qui a reprogrammé la réunion élargie pour les 6 et 7 juillet. Mais une partie au moins des "durs" du mouvement, comme "Nkrumah" Sané, ont déjà annoncé qu'ils ne feront pas le voyage. La participation de Salif Sadio ou de ses représentants est également loin d'être acquise. En d'autres termes, tout comme lors des précédentes assises en 1999,⁶⁵ la portée de ces rencontres, et des négociations qui pourraient être engagées avec les autorités sénégalaises, risque d'être limitée.

Il n'en reste pas moins qu'elles pourraient permettre des avancées sur des questions clés, comme le retrait des forces armées sénégalaises dans les positions qu'elles occupaient avant le conflit, réclamé de longue date par le Mfdc.

⁶³ Agence France presse, Présidentielle en Gambie: la campagne électorale sous haute tension, 6 juin 2001

⁶⁴ Sur les implications de la Gambie dans la question casamançaise, voir Marut, J.-C., La question de Casamance, 3^e partie, pp. 344-81

⁶⁵ Voir Marut, J.-C., Casamance: les assises du Mfdc à Banjul (22-25 juin 1999), *Afrique contemporaine*, n°191, 1999, p. 73-9

La question du statut ne figure pas au programme, étant renvoyé à des négociations ultérieures. Sans doute parce qu'il s'agit du point central. Certains considèrent qu'un statut particulier, tenant compte des spécificités de la région et de ce qui s'est passé depuis dix-huit ans ouvrirait une véritable perspective de paix. D'autres considèrent que ce serait à la fois une prime à la lutte armée et le début de l'éclatement du Sénégal. C'est tout le problème de l'État-nation centralisé qui est posé là.

3.6. Les atouts du président Wade

Les changements intervenus depuis 2000 à la tête de l'État sénégalais n'ont pas révélé jusqu'à présent d'approche radicalement différente de la question casamançaise. Dans la forme, l'élimination d'un certain nombre d'intermédiaires plus ou moins autorisés a sans doute contribué à la clarté. Sans disparaître totalement, les exactions des forces de l'ordre auraient sensiblement diminué.⁶⁶ Mais le nouveau président n'a jamais rien révélé de ses intentions pour régler sur le fond le problème. Disposant d'une large majorité parlementaire, bien implanté dans la région de Ziguinchor, où son parti, le Parti démocratique sénégalais obtient de très bons résultats depuis 1978, connaissant personnellement des responsables séparatistes dont il a été l'avocat, il dispose de nombreux atouts.

Tout ce qu'on sait, est qu'il s'inscrit dans le large consensus qui existe au Sénégal, au moins parmi les élites, pour défendre l'intégrité territoriale et l'unité nationale.⁶⁷ Selon ce point de vue, il suffirait de réparer les erreurs, les oublis ou les retards dont la Casamance a souffert, et il n'y aurait plus de problème casamançais. Toujours selon ce point de vue dominant, le problème ne viendrait que de manipulations: manipulations de l'ethnicité par des aventuriers politiques, manipulation de ces aventuriers par des pays voisins pour affaiblir le Sénégal. Une partie des élites sénégalaises, intégrées dans l'appareil d'État, partage ce point de vue (ce qui permet aux responsables séparatistes, à commencer par l'abbé Diamacoune, de tenir un discours de type populiste, où le Mfdc est présenté comme "la voix des sans voix"). Ce consensus national n'est pas propre au Sénégal.

3.7. Conclusions

D'autres analyses que l'analyse dominante sont possibles. Qui amènent à s'interroger sur la genèse et la signification d'un mouvement à la fois identitaire et social, au sens large du terme, où la sur-représentation identitaire peut apparaître comme la rançon d'une sous-représentation politique.⁶⁸ Qui amènent à s'interroger sur la validité du modèle d'État-nation et des modèles développementalistes.⁶⁹ Le débat n'est pas que sénégalais. Mais ce débat n'a guère eu lieu jusqu'à présent au Sénégal.

⁶⁶ Source: délégation de la Raddho à Ziguinchor, février 2001

⁶⁷ Le livre de Diouf, M., *Sénégal: Les ethnies et la nation*, Paris: L'Harmattan, 1994, illustre bien ce consensus. Seul ouvrage sénégalais consacré au problème casamançais (en dehors de la brochure de la Ld/Mpt), il récuse, statistiques à l'appui, tout particularisme ethnique ou régional.

⁶⁸ Cf. Marut, J.-C., Les deux résistances casamançaises, *Le Monde diplomatique*, janvier 1996

⁶⁹ Marut, J.C., Le problème casamançais est-il soluble dans l'État-nation?, dans Diop, M.-C. (dir.), *Sénégal 2000*, Paris: Karthala (à paraître)

On peut considérer que le problème casamançais est le révélateur de problèmes qui se posent dans l'ensemble du Sénégal. Mais il n'y a qu'en Casamance, pour l'essentiel en basse Casamance, qu'ils se posent de cette manière. Ils ont pour origine une réelle volonté d'intégration. L'insuffisance de cette intégration a renforcé des sentiments identitaires. Au point d'en faire une ressource politique. Tous les acteurs du conflit reconnaissent qu'il n'y a d'autre solution que politique. Mais cette solution paraît difficile à trouver si ne sont pas reconnues des demandes sociales et identitaires largement partagées.

4. Conclusion générale

L'affaire du trafic d'armes à destination de la rébellion casamançaise, qui est à l'origine de la grave crise qu'a connue la Guinée-Bissau, n'a fait que confirmer ce que l'on savait déjà: le mouvement séparatiste casamançais trouve dans ce pays une part importante de ses ressources. L'intervention militaire sénégalaise à Bissau est ainsi apparue comme une tentative de résoudre à l'extérieur un problème intérieur. Faute de parvenir à vaincre militairement la rébellion, les autorités de Dakar cherchent logiquement à l'isoler: dans cette optique, les tentatives de contrôle de la frontière vont de pair avec la recherche d'un allié à Bissau.

Les événements montrent néanmoins que cette logique peut avoir des effets pervers:

- L'intervention militaire sénégalaise en Guinée-Bissau en 1998 n'a fait que raviver le patriotisme bissau-guinéen.
- Les ratissages opérés par l'armée sénégalaise le long de la frontière bissau-guinéenne à partir de 1995, ont dispersé une partie des maquisards casamançais, qui se sont trouvés privés de leurs ressources traditionnelles: c'est à partir de ce moment que l'insécurité s'est généralisée en Casamance, sous la forme d'actes de brigandage et de minage de terrains.
- L'offensive de l'armée bissau-guinéenne le long de la frontière sénégalaise au début de l'année 2001 a, de son côté, entraîné un redéploiement de rebelles vers une zone qui était calme depuis neuf ans, le département de Bignona, aujourd'hui en proie à la violence.

Un traitement essentiellement militaire du problème casamançais a ainsi contribué à la déstabilisation de la Guinée-Bissau, à la généralisation de l'insécurité en Casamance, à la création d'un second théâtre d'opérations au nord de la région et, par voie de conséquence, à l'accroissement du risque de déstabilisation en Gambie.

C'était oublier qu'aussi bien le soulèvement militaire bissau-guinéen que la rébellion casamançaise étaient profondément enracinés dans une situation locale, et témoignaient à leur manière de profondes insatisfactions sociales et politiques. Les gouvernements qui se sont succédé à Dakar n'ont, certes, cessé de proclamer qu'il n'y avait pas de solution militaire, qu'il n'y avait de solution que politique. Mais aucune négociation véritable n'a été entreprise jusqu'à présent.

L'arrivée au pouvoir à Dakar d'un président qui a toujours dénoncé la solution militaire donnerait des raisons d'espérer si plusieurs données ne devaient être prises en compte :

- Le fait que la nouvelle équipe partage avec la précédente un même attachement à des modèles étatiques centralisateurs ne laisse que peu de place à la reconnaissance de sentiments identitaires et de points de vue indépendantistes.
- L'objectif affiché aussi bien par le gouvernement sénégalais que par les responsables du Mfdc d'avoir un interlocuteur unique de la rébellion se heurte aux profondes divisions de ceux qui s'en réclament.
- Enfin, les incertitudes politiques en Guinée-Bissau et en Gambie conduisent les autorités de ces pays à des réflexes sécuritaires. On peut en voir pour preuve leur attitude à l'égard des réfugiés casamançais: sans doute, les efforts pour les éloigner de la frontière tirent-ils argument des critères d'aide du HCR; mais ils peuvent aussi refléter la crainte d'une connexion entre maquisards casamançais et opposants internes, comme les événements de 1998 l'ont montré à Bissau; c'est ce qui expliquerait les expulsions violentes de réfugiés récemment opérées par l'armée bissau-guinéenne. On peut également voir pour preuve de ces réflexes sécuritaires la multiplication des visites de chefs d'États à leurs homologues de la sous-région depuis quelques semaines. Il est clair que toute nouvelle déstabilisation dans l'un ou l'autre de ces deux pays ne manquerait pas d'avoir des répercussions sur le conflit casamançais. Elle pourrait également prendre une tournure sous-régionale, dont les événements de Guinée-Bissau ont donné un avant-goût.

Des demandes sociales et politiques non satisfaites expliquent l'audience qu'ont pu rencontrer la rébellion casamançaise, au moins à ses débuts, et le soulèvement militaire en Guinée-Bissau. Une prise en compte de ces demandes supposerait que les États concernés disposent de ressources matérielles et politiques nécessaires. Ce peut être le cas du Sénégal, qui dispose à la fois de ressources propres et d'une importante aide internationale, et où le nouveau président, fort d'une légitimité incontestable, essaie d'attirer des investisseurs privés. C'est une condition beaucoup plus difficile à remplir pour la Guinée-Bissau, où l'extrême faiblesse de l'État et l'attentisme des bailleurs de fonds laissent s'accumuler une situation explosive.

5. Bibliographie

- Agence France presse, Présidentielle en Gambie: la campagne électorale sous haute tension, 6 juin 2001
- _____, Adoption du budget 2001 de la Guinée-Bissau, 29 mai 2001
- _____, Un millier de réfugiés casamançais expulsés du nord de la Guinée-Bissau, 24 mai 2001
- _____, L'opposition demande le départ du Premier ministre tout juste nommé, 4 avril 2001
- _____, 30 rebelles du MFDC tués par l'armée bissau-guinéenne, 29 janvier 2001
- _____, Abdoulaye Wade à Paris, 22 mai 2000
- _____, Guinée-Bissau: Kumba Yala prête serment, 18 février 2000
- _____, La junte assure toujours la réalité du pouvoir, 13 mai 1999
- Amnesty International, *La terreur en Casamance*, Paris, janvier 1998
- _____, *La torture au Sénégal: le cas de la Casamance*, Londres, mai 1990
- L'armée maîtrise la situation dans le Bignona, *Le Soleil* [Dakar], 7 juin 2001
- Agence de presse sénégalaise, Sénégal - Guinée-Bissau: les deux pays révisent le protocole de partage de leurs ressources pétrolières, 31 août 2000
- Cahen, M., Enfin la Communauté?, *Lusotopie 1996*, Paris: Karthala, 1996, p. 11-14
- Charpy, J., Casamance et Sénégal au temps de la colonisation française, *Le Soleil* [Dakar], 22 décembre 1993
- Crise casamançaise: Bissau expulse plus de 1500 réfugiés, *Sud*, 26 mai 2001
- Délégation des Cadres casamançais élargie, Mémoire relatif aux événements de Ziguinchor (décembre 1982 et 1983), 1984 (non éd.)
- Diamacoune Senghor, A., Casamance, pays du refus: réponse à Monsieur Jacques Charpy, Ziguinchor, 1995 (non éd.)
- Diatta, N., Le prêtre et les députés: lettre d'un prêtre catholique aux députés de Casamance, dans Barbier-Wiesser, F.-G. (dir.), *Comprendre la Casamance: chronique d'une intégration contrastée*, Paris: Karthala, 1994
- Diouf, M., *Sénégal: les ethnies et la nation*, Paris: L'Harmattan, 1994
- Economist Intelligence Unit, *Country Profile: Guinea-Bissau 1997-98*, Londres, 1997
- En Guinée-Bissau, après onze mois de rébellion, l'armée a mis en fuite le président Vieira, *Le Monde*, 9 mai 1999
- L'état du monde 2001*, Paris: La Découverte, 2001
- Faye, O., La crise casamançaise et les relations du Sénégal avec la Gambie et la Guinée-Bissau (1989-1992), dans Diop, M.-C. (dir.), *Le Sénégal et ses voisins*, Dakar: Sociétés-Espaces-Temps, 1994, pp. 189-212
- Fin de cavale et ... d'un mythe, *Sud*, 25 novembre 2000
- Frontières, *Sud*, 30 juin 2000

- Gaillard, G., Guinée-Bissau: un pas douloureux vers la démocratie, *Afrique contemporaine*, n° 191, 1999, p. 43-57
- Gautron, J.-C., La Confédération de la Sénégalie: entre l'union et le protectorat? dans *L'année africaine*, Paris: Pédone, 1982, pp. 239-72
- Le général Mané rassure Kumba Yala, *Sud*, 26 janvier 2000
- Guinée-Bissau: Entre Paris et Lisbonne, *Walfadjri*, 21 avril 1999
- Guinée-Bissau: Kumba Yala installe un nouveau gouvernement, *Sud*, 24 janvier 2001
- Guinée-Bissau: le gouvernement dénonce le coup de force de Mané, *Le Soleil* [Dakar], 22 novembre 2000
- Hughes, A., L'effondrement de la fédération de la Sénégalie, dans Diop, M.-C.(dir.), *Le Sénégal et ses voisins*, Dakar: Sociétés-Espaces-Temps, 1994
- Koudawo, F., Guinée-Bissau: la carte francophone, *L'Afrique politique 1997: Revendications populaires et recompositions politiques*, Paris: Karthala, 1997, p. 213-28
- La lettre du continent*, 20 mai 1999
- Ligue démocratique/Mouvement pour le parti du travail (Ld/Mpt), *Casamance: la crise*, Dakar: Jallarbi, 1990
- La main de la bande à Ousmane Goudiaby, *Sud*, 7 juin 2001
- Mané mort, Kumba Yalla enfin chef d'État, *Sud*, 14 décembre 2000
- Manley, A., *Guinea Bissau/Senegal: War, Civil War and the Casamance Question*, WRITENET pour UNHCR/CDR, novembre 1998 (UNHCR/CDR REF WORLD bases de données)
- Martins, M., Le conflit en Guinée-Bissau: Chronologie d'une catastrophe, dans *L'Afrique politique 1999: Entre transitions et conflits*, Paris: Karthala, 1999, p. 213-18
- Marut, J.-C., *Géopolitique de la question casamançaise*, Paris: Karthala (à paraître).
- _____, Le problème casamançais est-il soluble dans l'État-nation?, dans Diop, M.-C. (dir.), *Sénégal 2000*, Paris: Karthala (à paraître)
- _____, La question de Casamance: une analyse géopolitique, Paris: Université Paris 8 - St Denis, 1999 (thèse de Doctorat de géopolitique)
- _____, Casamance: les assises du Mfdc à Banjul (22-25 juin 1999), *Afrique contemporaine*, n° 191, 1999, p. 73-9
- _____, Après avoir perdu l'Est, la Guinée-Bissau perd-elle aussi le nord?, *Lusotopie 1996*, Paris: Karthala, 1996, p. 81-92
- _____, Les deux résistances casamançaises, *Le Monde diplomatique*, janvier 1996
- _____, Le dessous des cartes casamançaises, dans Barbier-Wiesser, F.-G. (éd.), *Comprendre la Casamance: chronique d'une intégration contrastée*, Paris: Karthala, 1994, p. 193-211
- Observatoire géopolitique des drogues, *Étude régionale sur le trafic, la production et la consommation de drogues dans les pays d'Afrique de l'Ouest*, Paris, 1994
- Pour la deuxième fois en une semaine, le président Wade fait faux bond à Bissau, *Sud*, 28 avril 2000

- Poursuite des tractations pour désigner un nouveau chef de l'État en Guinée-Bissau, *Le Monde*, 11 mai 1999
- Le Premier ministre contesté, les institutions en crise, *Sud*, 15 mars 2001
- Le président Kumba Yala lance un avertissement aux séparatistes casamançais, *Sud*, 20 octobre 2000
- Putsch surprise en Guinée-Bissau, *Libération*, 8 mai 1999
- Reuters, Power Alternates in Guinea-Bissau, Army and Issue, 22 janvier 2000
- Sall, E. et Salla, H., Senegal and the Gambia: the Politics of Integration, dans Diop, M.-C. (dir.) *Le Sénégal et ses voisins*, Dakar: Sociétés-Espaces-Temps, 1994
- Sané, M., Biagui, J.-M., Tamba, O., *Casamance Kunda: ce que nous attendons de la Casamance indépendante*, Lyon: Ramaix, 1995
- Sénégal, *La vérité sur la Casamance*, Dakar, 1998
- _____, *Les faits en Casamance: le droit contre la violence*, Dakar, 1991
- _____, Ministère de la Communication, *Témoignage historique de la France sur la Casamance: discours prononcé par Jacques Charpy, Conservateur du Patrimoine. Ziguinchor, le 21 décembre 1993*, Dakar: Imprimerie Saint-Paul, 1994
- Sotinel, T., En Guinée-Bissau, après onze mois de rébellion, l'armée a mis en fuite le président Vieira, *Le Monde*, 9 mai 1999
- _____, La Casamance souffre du regain de violence entre les indépendantistes et l'armée sénégalaise, *Le Monde*, 1^{er} octobre 1997
- Le syndrome Mané, *Sud*, 23 novembre 2000
- Un accord "secret" d'assistance mutuelle: les généraux à l'origine de l'intervention auraient fait un mauvais calcul, *Libération*, 11 juillet 1998
- Une intervention pour rien, *Walfadjri*, 15 avril 1999
- Vershave, F.-X., *Noir silence: qui arrêtera la Françafrique?*, Paris: Les arènes, 2000